

Santafe de Bogota, 25 Mai 2005

Son Excellence Monsieur  
Alvaro Uribe Vélez  
Président de la République de Colombie  
E.S.D

Monsieur le Président :

Comme mère d'Ingrid Betancourt et représentante des autres membres de la famille, je souhaite vous exprimer ma confusion face à « l'Ordre » que vous avez donné en publique, récemment pendant le Conseil Communautaire de la ville de Cali. L'Armée et les Forces de Police peuvent engagés, dès maintenant, les opérations militaires à feu et à sang pour sauver les séquestrés.

J'aimerais vous rappeler, Monsieur le Président, la promesse que vous nous avez fait, à ma fille Astrid et à moi au cours de l'audience que vous nous avez consenti juste après la tragédie de Urra. Que vous respectiez notre volonté, que ne soit conduites aucune opération militaire pour arriver au terme du sauvetage de ma fille Ingrid.

Monsieur le Président notre position n'a pas changé. Nous nous opposons à la réalisation des dites opérations. Nous considérons que les conditions de terrain propre à la forêt imposent un effet de surprise en cas d'intervention militaire. Comme nous considérons, l'ordre donner par la Guérilla à ses hommes, d'exécuter les otages dans le cas d'une opération de sauvetage. Ils garantissent seulement, la récupération de cadavres et non d'êtres vivants.

Comme vous le savez bien, Monsieur le Président Français - Jacques Chirac – préoccupé par l'intégrité physique d'Ingrid s'est adressé à vous dans le même sens.

J'ai la certitude que toutes les familles de séquestrés, comme nous le faisons maintenant, s'opposent aussi au sauvetage militaire à feu et à sang, pour les mêmes raisons que je me suis permise de vous exprimer.

Monsieur le Président, par la présente, je sollicite une audience. Pour que vous nous disiez, groupe de familles de séquestrés, quel chemin est entrain de suivre votre gouvernement pour établir un Accord Humanitaire. Unique voie qui existe pour sauver vivants nos familles.

Très respectueusement

Yolanda Pulecio de Betancourt